

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AFR 54/060/2007 (Public)

Bulletin n° : 187

ÉFAI

1er octobre 2007

Soudan. L'attaque menée contre des membres de l'Union africaine chargés du maintien de la paix accroît les risques pour les civils au Darfour

Amnesty International a condamné lundi 1^{er} octobre le raid mené contre des soldats des forces de maintien de la paix de l'Union africaine (UA) dans le nord du Darfour les 29 et 30 septembre ; selon l'organisation, cette attaque augmente encore les risques d'atteintes à la vie des civils et met en danger la mission de maintien de la paix au Darfour.

« Les forces de l'Union africaine au Darfour suffisent à peine à faire face aux besoins et manquent de moyens, a déclaré Tawanda Hondora, directeur adjoint du programme Afrique d'Amnesty International. Cette attaque souligne davantage encore la nécessité de s'assurer de toute urgence que l'Union africaine au Soudan dispose des ressources nécessaires pour mener à bien sa tâche de protection des civils, à l'abri de toute attaque – et que la force hybride ONU/UA (MINUAD) va être déployée au Darfour le plus tôt possible.

« La dernière attaque en date contre les forces de la mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) fait peser un risque encore plus lourd sur la vie, la sécurité et le bien-être de civils au Darfour, qui vivent depuis plus de quatre ans dans la crainte constante des attaques armées menées par les troupes gouvernementales ou par des groupes armés par le gouvernement, ainsi que par des groupes armés d'opposition de plus en plus fragmentés et d'autres éléments armés.

« Le sort des personnels de maintien de la paix toujours portés disparus doit être établi et le groupe responsable de l'attaque doit répondre de leur sort immédiatement », a déclaré Tawanda Hondora.

L'organisation demande également que l'Union africaine et les Nations unies mènent une enquête approfondie, indépendante et transparente et que les conclusions de cette enquête soient rendues publiques.

« Le gouvernement soudanais et toutes les parties au conflit au Darfour – opposition, groupes pro-gouvernementaux et groupes armés – doivent coopérer pleinement à l'enquête sur ce raid », a déclaré Tawanda Hondora.

Aucun groupe armé n'a jusqu'à présent revendiqué l'attaque du 29 septembre contre le camp de la MUAS (Mission de l'Union africaine au Soudan) à Haskanita, dans le nord du Darfour. Selon certaines informations, l'attaque aurait été menée par une faction d'un groupe armé d'opposition opérant dans la région.

Au cours du raid, dix membres des forces de maintien de la paix ont été tués, huit ont été blessés et une quarantaine d'autres – parmi lesquelles trois observateurs militaires et un policier – sont toujours portés disparus.

Complément d'information

Les forces de la mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) sont présentes au Darfour depuis 2004, date à laquelle elles ont été envoyées au Darfour pour faire respecter l'accord de cessez-le-feu conclu en avril 2004 entre le gouvernement soudanais et les groupes armés d'opposition. La MUAS compterait plus de 7 000 éléments chargés du maintien de la paix, mais ils sont mal financés, sous-équipés et manquent d'effectifs. Moins de 6 000 éléments seraient actuellement au Darfour.

Ce n'est pas la première fois que des forces de maintien de la paix sont attaquées, mais il s'agit de l'attaque la plus grave jamais perpétrée jusqu'ici. La plupart des fois précédentes, il s'agissait d'embuscades tendues par des éléments de l'opposition armée.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>